

millions de déficit. Si nous n'y mettons pas fin, nous léguerons une dette écrasante à nos enfants et à nos petits-enfants. Allons-nous leur léguer une pareille situation? Ce n'est pas ainsi que nous avons reçu le pays de nos pères et il nous incombe de le remettre à nos enfants sans trop d'entraves. La postérité aura assez de problèmes à régler sans que nous y ajoutions les nôtres. Portons nos propres fardeaux. Les onze millions de citoyens canadiens ont actuellement atteint le plafond fiscal. Je voudrais que chaque gouvernement fût forcé de vivre selon ses moyens et de boucler son budget ou, sauf en cas de guerre, de démissionner et de se présenter de nouveau au peuple.

Le discours du trône fourmille de belles phrases qui ne signifient rien ou à peu près, mais qui caractérisent bien le gouvernement inerte du jour. Je fus étonné hier soir d'entendre le premier ministre reprocher au chef de l'opposition son manque de patriotisme. Lorsque la Grande Guerre éclata, on vit beaucoup de Canadiens dans la force de l'âge qui n'avaient pas de famille et qui auraient pu rendre des services signalés à leurs pays, s'échapper subrepticement aux Etats-Unis et s'y procurer un bon emploi. Après la guerre ils revinrent sans bruit, lorsqu'ils crurent que tout danger était disparu. Comparez cela, dis-je, avec le dossier du chef de l'opposition. A l'ouverture des hostilités, il était marié et père de plusieurs enfants en bas âges et sa clientèle de médecin était l'une des plus nombreuses du Canada central. Il était en train de devenir l'un des meilleurs chirurgiens de l'Ontario. Que laissait-il derrière lui? Il quittait sa femme, sa famille et sa clientèle, endossait l'uniforme du roi et offrait sa vie durant trois ans pour la défense du Canada. Le premier ministre, ou qui que ce soit, a mauvaise grâce à laisser entendre que le chef actuel du parti conservateur manque de patriotisme.

Je le demande en toute franchise: Où le premier ministre conduit-il le pays? Où allons-nous?

M. MacNICOL: Dans une impasse.

M. MARTIN: A la victoire.

M. THOMPSON: Comme première démarche, à la suite des élections de 1935, il s'en fut à Washington et, durant son séjour dans cette ville, y signa un accord que le chef de l'administration précédente (M. Bennett), avait refusé d'agréer, vu qu'à la lumière de sa grande expérience en affaires il se rendait compte que les dispositions en étaient désavantageuses en regard de l'intérêt bien entendu du peuple canadien. Qu'est-il arrivé depuis lors? Depuis la mise en vigueur de cet

[M. Thompson.]

accord, nos exportations aux Etats-Unis ont fléchi chaque année et nos importations ont augmenté par millions de dollars. L'ancien chef du parti conservateur avait prévu cela.

L'an dernier, en 1938, le premier ministre envoya quelques fonctionnaires à Washington, durant leur séjour là-bas ceux-ci négocièrent un accord qui se résumait à vendre notre droit d'ainesse pour un plat de lentilles. Lorsqu'en 1932 furent signés les accords d'Ottawa, mon ancien chef convoqua les Chambres en session spéciale et leur soumit les accords, afin qu'elles les approuvent avant qu'ils n'entrent en vigueur. Il eut garde d'ignorer le parlement ou les représentants élus du peuple. Et les accords subséquents? En 1935, le Gouvernement actuel a signé un accord le premier jour de janvier et convoqua les Chambres quelques semaines plus tard. Puis les partisans de l'administration se levèrent comme des automates pour approuver de leurs votes une mesure qui était déjà en vigueur avant d'être soumise à la Chambre. Et l'accord qui vient d'être signé? Il est entré en vigueur le 1er janvier 1939 et les Chambres ont été convoquées pour le 12 de ce mois. Une fois encore, on n'a tenu absolument aucun compte de la députation. Que devient le gouvernement responsable? Que dire de notre démocratie si prônée? Notre gouvernement a administré les affaires du pays sans avoir pour les membres de cette Chambre les égards qui leur sont dus. Nous avons eu des décrets du conseil. Nous avons eu des commissions royales qui ont fait gagner aux avocats libéraux, amis du régime, des honoraires quotidiens que le simple exercice de leur profession ne leur aurait pas rapportés en un mois. Ces trois dernières années, certains d'entre eux ont touché de l'échiquier fédéral des sommes de \$30,000 et \$40,000 pour présenter des rapports comme celui que l'honorable député de Témiscouata (M. Pouliot) lançait sur le parquet de la Chambre, à la dernière session, en disant qu'il était tout au plus digne de la corbeille à papier. Voilà comment furent dépensés, ces dernières années, des centaines de milliers de dollars prélevés sur les contribuables canadiens.

Ce qui manque le plus dans notre pays, c'est l'esprit public, et nous devons l'inculquer, cet esprit public, chez les électeurs. Si un gouvernement s'est acquitté consciencieusement et judicieusement de sa tâche, s'il a rempli les promesses faites au peuple, je ne crains pas de dire qu'il a plein droit d'être réélu, mais s'il a failli à la tâche, le peuple ne devrait pas lui mâcher les mots. Nous avons toujours aimé, dans notre pays, à nous constituer en groupes politiques. Nous ne sommes que trop enclins à nous lancer dans la mêlée au nom de notre